

Direction générale  
de l'alimentation

Sous-direction de la  
qualité et de la protection  
des végétaux

Bureau de la  
réglementation et de la  
mise sur le marché des  
intrants

Dossier suivi par : CM



SYNGENTA FRANCE S.A.S  
1 Avenue des Prés CS10537  
78286 GUYANCOURT CEDEX  
FRANCE

Paris, le 15 JUIN 2015

**Objet : Lettre de décision**

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-joint, la lettre de décision qui fait suite à votre demande de changement de dénomination sociale du détenteur du produit :

N° Intransit : 9100645 - CELIO

AMM n° 9100645

(ce n° intrant et ce nom sont à rappeler dans chaque correspondance concernant ce dossier)

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation,

~~Le sous-directeur de la qualité  
et de la protection des végétaux~~

Alain TRIDON

Conformément aux dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la partie législative du Code Rural et des textes pris pour son application, les décisions suivantes ont été arrêtées dans les conditions ci-dessous :

Descriptif de l'Intrant

N°intrant : 9100645 Nom commercial : **CELIO**

Produits Phytopharmaceutiques  
N° AMM : 9100645

Type commercial : Produit de référence

Composition : Clodinafop-propargyl 100 G/L

Vu la notification de l'Anses 2014-0636 du 9 mai 2014

Le changement de dénomination sociale de la société Syngenta Agro SAS en Syngenta France SAS est accepté.

Ce changement est autorisé avec un délai de commercialisation d'un an à compter de la signature de la décision et un délai d'utilisation à concurrence de l'écoulement total des stocks.

Dénominations commerciales

CELIO, AGDIS 100, CALIFE 100, CORK, DYVEL

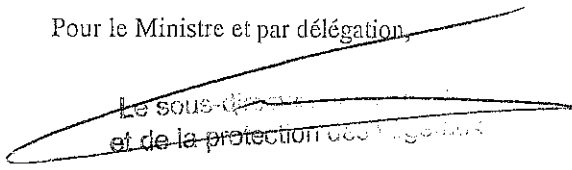
Firme détentrice

SYNGENTA France SAS

Ancienne firme :  
SYNGENTA AGRO SAS

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation,

  
Le sous-directeur général  
et de la protection des végétaux

15 JUIN 2015

Alain TRIDON